

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL

Bois d'Ageux
60126 LONGUEIL STE MARIE

Références : Références : IC-R/0430/22-NEC
Code AIOT : 0005101293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL implanté Bois d'Ageux 60126 LONGUEIL STE MARIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL
- Bois d'Ageux 60126 LONGUEIL STE MARIE
- Code AIOT : 0005101293
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL est spécialisée, sur son site de Longueil-Sainte-Marie, dans la formulation par mélange et le stockage d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium.

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (granulation d'engrais et mélange, tamisage, ensachage avec une puissance de 960 kW) .

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987.

Les activités relevant des rubriques n°4702-III (matière première : engrais à 27 % d'azote dû au nitrate d'ammonium : la quantité maximale présente dans l'installation est de 1100 t) et 4702-IV (produit finis : engrais NPK à moins de 16,4 % en azote due au nitrate d'ammonium : la quantité maximale présente dans l'installation est de 7700 t) sont soumises à déclaration. Ces installations n'étant pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, elles sont soumises aux dispositions visées à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 ;
- récolement de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 20 avril 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
3	Contrôles VLE poussières	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 aliné 3	Astreinte administrative	Astreinte maintenue
12	Réfection cases stockage engrais : murs et sols	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 4	/	Astreinte avec sursis
16	Astreinte	AP portant astreinte administrative du 20/04/2022, article 1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Causes dépassements VLE poussières	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 alinéa 1	/	Sans objet
2	Plan d'actions dépassements VLE poussières	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 alinéa 2	/	Sans objet
4	Garage des engins de manutention	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 aliné 1	/	Sans objet
5	Stockage ammonitrates	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 alinéa 2	/	Sans objet
6	Parois coupe-feu des cases ammonitrates	AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 alinéa 3	/	Sans objet
7	Nettoyage complet des bâtiments de fabrication et de stockage	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Extincteurs / RIA	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 2	/	Sans objet
9	Conformité installations électriques	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 1	/	Sans objet
10	Conformité installations électriques dans zones ATEX	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 2	/	Sans objet
11	Zonage ATEX	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 3	/	Sans objet
13	Réfection des cases de stockage : repère visuel	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 5	/	Sans objet
14	Plan de circulation	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 6	/	Sans objet
15	Mesure d'urgence	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 mettant en demeure la société Compagnie des Engrais de Longueil (CEL) de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, il a été relevé que les travaux de mise en conformité des installations électriques ont été effectués, que ceux de réfection des cases de stockage d'engrais ont été initiés, qu'un plan de circulation a été mis en place et que le risque ATEX a été pris en compte.

Toutefois, malgré ce travail conséquent, la société CEL n'a toujours pas justifié de la réalisation de deux analyses des rejets atmosphériques du refroidisseur et du sécheur consécutives conformes.

Ainsi la société CEL ne respecte toujours pas les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 19 novembre 2019.

En conséquence, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 ainsi que l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 imposant une astreinte administrative à la société CEL suite au non-respect de la mise en demeure précitée ne peuvent être abrogés.

Par ailleurs les travaux de mise en conformité concernant les cases de stockage des engrais n'ont pas entièrement été réalisés comme imposé par l'arrêté de mise en demeure du 15 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Causes dépassements VLE poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil exploitant une installation de fabrication des engrais, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil-Sainte-Marie (60126), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - transmettant une liste de causes potentielles du dépassement de la valeur limite d'émission en poussières dans un délai d'un mois.
Constats : L'exploitant a transmis la liste suivante des causes potentielles du dépassement de la valeur limite d'émission en poussières : 1/ le nettoyage et l'entretien des dévésiculeurs (laveur à gaz n°1 et 2) ne sont pas assez fréquents ou trop espacés et donc : <ul style="list-style-type: none">• soit les cassettes de répartiteurs et séparateurs de gouttes sont encrassés ;• soit les buses d'où sort l'eau dans les dévésiculeurs peuvent être bouchées et/ou montées à l'envers ; 2/ la cuve qui récupère les eaux saturées est peut être pleine d'où un manque d'eau dans le circuit. 3/ la gaine qui amène les poussières au laveur n°1 forme un coude ce qui empêche une mauvaise circulation de l'air et forme un dépôt dans celui-ci ; 4/ les gaines peuvent être remplies d'une boue (eaux et poussières) qui diminue leurs efficacités ; 5/ l'essai de nouvelles matières premières dans l'installation pour la formulation engendre plus de poussières. Les deux filtres ont fait l'objet d'un décolmatage complet en mai et juillet 2022 (mannequins et housses changés entièrement). Comme ce décolmatage n'a pas donné entière satisfaction, l'exploitant a également procédé à une remise en état du dispositif de dépoussiérage fin août, début septembre 2022. Les actions engagées ont porté leur fruit puisque la mesure des rejets atmosphériques réalisée le 29 septembre 2022 au niveau du refroidisseur et du sécheur a conclu à un respect des VLE : aucun dépassement en poussières n'a été observé sur les deux installations. L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'actions dépassements VLE poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil exploitant une installation de fabrication des engrais, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil-Sainte-Marie (60126), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - transmettant un plan d'action permettant d'identifier la ou les causes potentielles dans un délai de deux mois.
Constats : Afin de palier à ces causes potentielles, l'exploitant a engagé le plan d'actions suivant : - Maintenance préventive : Une modification de la feuille de nettoyage du lundi matin a été faite immédiatement afin de : <ul style="list-style-type: none">• nettoyer plus régulièrement les dévésiculeurs et s'assurer du bon remontage des buses d'eaux ;• surveiller le niveau d'eau dans la cuve qui récupère les eaux saturées et remettre de l'eau propre si besoin ;• vérifier le niveau d'encrassement des gaines d'air et nettoyage de celles-ci quotidiennement. - Maintenance curative : <ul style="list-style-type: none">• suppression du coude qui amène l'air de la cheminée granulateur sécheur au laveur ;• modification des trappes de visite pour faciliter le nettoyage à l'intérieur des gaines ;• commande d'un jeu supplémentaire de cassettes chez LAVAIR pour un turn-over plus récurrent au niveau des laveurs n°1 et n°2. (Un jeu propre dans le dévésiculeur tandis qu'un autre est sur la station de lavage). L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles VLE poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1 alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil exploitant une installation de fabrication des engrais, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil-Sainte-Marie (60126), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - transmettant deux relevés d'analyse consécutifs conformes dans un délai de six mois permettant de s'assurer que la concentration de poussières en sortie du conduit 1 est maîtrisée et inférieure à la valeur limite d'émission (30 mg/Nm ³).
Constats : L'exploitant a remis les résultats du dernier contrôle des rejets atmosphériques du site effectué par la société APAVE le 29 septembre 2022 sur le refroidisseur et le sécheur (cf. rapport APAVE n°22336368-1 du 07/10/2022). Aucun dépassement n'a été constaté sur aucune des deux installations, les VLE sont respectées. Non-conformité résiduelle : la société Les Engrais de Longueil ne respecte pas toutes les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 : l'exploitant n'est pas encore en mesure de présenter deux rapports consécutifs concluant à un respect des VLE. Toutefois l'Inspection ne propose pas de sanction administrative ou pénale supplémentaire (une astreinte administrative est déjà en cours) compte-tenu du fait que de très importants travaux de remise en état de toutes les installations du site ont été entrepris depuis la fin de l'année 2021 et que la prestation pour la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques est planifiée le 15 novembre 2022. Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès sa réception, le rapport relatif à ce contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet


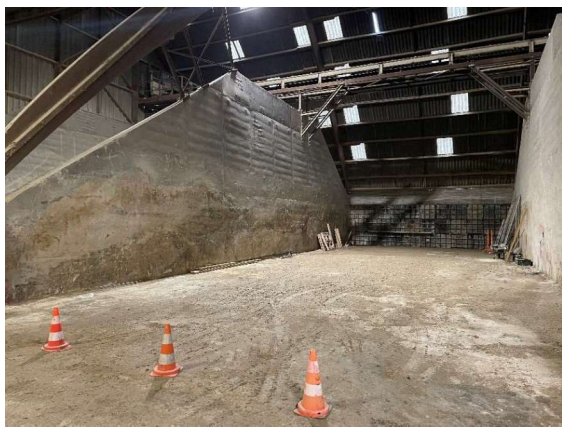

N° 4 : Garage des engins de manutention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil, exploitant une installation de fabrication des engrais, à l'adresse citée à l'article 1, est mise en demeure de respecter les dispositions des paragraphes 23.4 et 23.5 de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - ne garantir aucun engin de manutention dans les cases de stockage, a fortiori celles contenant des produits inflammables ou explosifs. Cette action est accomplie immédiatement.
Constats : La note de service NDS/DD 2019/04 a été modifiée et diffusée dans l'usine en ajoutant un point 6 demandant à chaque utilisateur d'une chargeuse de ne pas la parquer dans une case ou à l'intérieur d'un local pour des raisons de sécurité (propagation de feu en cas d'incendie). Note de service réf. NES/DD 2109/04 Objet : UTILISATION DES CHARGEUSES JCB (ajout du point 6) <u>Rappels importants à l'attention des Chauffeurs de production et d'expédition</u> <i>Pour faire suite et compléter la note de service diffusée l'année dernière (réf. NDS/DD 2018/06) je vous rappelle les bonnes pratiques suivantes qui sont à respecter pour garantir une disponibilité maximale du matériel et de sécurisation du site :</i> <i>1. Les engins doivent être maintenus en état de propreté. Ils doivent être soufflés et nettoyés en fin de semaine. Les filtres doivent être inspectés régulièrement.</i> <i>2. A la prise de poste, chacun doit vérifier que le niveau de carburant et d'adblue est suffisant, et si nécessaire refaire le plein.</i> <i>3. Toutes les anomalies doivent être immédiatement signalées au service maintenance afin que l'intervention du prestataire puisse se faire dans les plus courts délais.</i> <i>4. Vous devez signaler immédiatement tous les incidents/accidents survenus sur l'engin (choc, bris ou défaut d'éclairage, ..) et devez adapter votre conduite afin d'éviter la détérioration des véhicules.</i> <i>5. Les chargeuses sont dédiées chacune à un secteur. En cas de nécessité absolue, il est possible d'utiliser l'engin d'expédition en production ou vice versa. Ceci doit rester l'exception. Après utilisation, l'engin doit être rendu propre et en bon état.</i> <i>6. Chaque fin d'utilisation des chargeuses, celles-ci doivent être parquées dans la cour de l'usine et non dans une case ou dans une allée pour des raisons de sécurité.</i> <i>Merci de permettre à tous de conserver un outil de travail en parfait état de fonctionnement.</i> L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage ammonitrates

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil, exploitant une installation de fabrication des engrais, à l'adresse citée à l'article 1, est mise en demeure de respecter les dispositions des paragraphes 23.4 et 23.5 de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - ne stockant pas plus de 500 tonnes de matières premières ou produits finis à base de nitrate d'ammonium dans la même case, dans un délai d'un mois.
Constats : Jusqu'en 2020, la case n°18 était dédiée spécifiquement au stockage d'engrais contenant du nitrate d'ammonium. Aujourd'hui c'est la case n°2 qui est dédiée à cette substance. Elle vient d'être entièrement refaite (voir ci-après). Le site de Longueil reçoit très peu d'engrais à base de nitrate d'ammonium et lorsqu'il passe une commande pour les besoins de ses clients pour des mélanges (bulk), ce dernier arrive en quantité juste suffisante de manière à éviter le stockage. Le site ne détient jamais plus de 500 tonnes de nitrate d'ammonium dans la case 2. Cet engrais fait l'objet d'un produit de négoce et c'est de l'achat revente. La Compagnie des Engrais de Longueil applique la méthode FIFO (<i>first in, first out</i>) pour la gestion de ce stock. (Nota : la consultation de l'état des stocks le jour de l'inspection n'a pas été nécessaire puisque cette activité avait été suspendue dans l'attente de la réalisation des travaux de réfection). L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Parois coupe-feu des cases ammonitrates

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 2 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Compagnie des Engrais de Longueil, exploitant une installation de fabrication des engrais, à l'adresse citée à l'article 1, est mise en demeure de respecter les dispositions des paragraphes 23.4 et 23.5 de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987, en : - en réhabilitant les parois coupe-feu des cases destinées au stockage des matières premières ou produits finis contenant du nitrate d'ammonium, dans un délai de trois mois.
Constats : Un devis a été demandé en juin 2022 (cf. devis RIVOLTA n°23048) à la société Rivolta pour le renforcement et la protection des murs de séparation de la case 2 qui va être dédié au stockage des engrais 4702-III. Les travaux ont été réalisés sur le mois de septembre 2022: - purge du ferrailage endommagé des murs périmétriques ; - scellement chimique des reprises d'aciers dans le dallage existant ; - pose d'un voile en béton résiné armé de 0,15 m d'épaisseur sur toutes les parois.
 
Le montant de ces derniers s'élève à 12 000 euros (cf. facture RIVOLTA n°003829 du 30/09/2022). A l'achèvement des travaux, le marquage du repère visuel de hauteur des tas a été réalisé.

L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Nettoyage complet des bâtiments de fabrication et de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 7 jours vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article 13.6 et arrêté ministériel du 26/11/2012 - articles 7, 9, 19 ; ° en procédant à un nettoyage complet des bâtiments de fabrication et de stockage de manière à supprimer tous les amas de poussières.
Constats : La visite d'inspection du 28 avril 2022 avait permis de constater que l'exploitant avait procédé - et ceci comme à chaque fin de la campagne d'engrais - à un grand nettoyage de l'usine afin de limiter les émissions de poussières dans l'atmosphère à savoir : - dans tout le bâtiment de fabrication et à chaque palier de ce dernier, en passant par le dépoussiérage de toutes les gaines ; - dans le bâtiment de stockage côté expédition (allée de circulation intérieure), ainsi que de la montée de l'allée case 26. L'exploitant a également mis en place, depuis le 25 avril 2022, pour chaque équipe de fabrication (matin, après-midi et nuit), une feuille de consigne de nettoyage de toute l'installation de granulation en mentionnant bien les EPI, le matériel à utiliser et les zones concernées de manière à bien identifier le travail qui est à effectuer et qui est sous le contrôle hiérarchique du chef de fabrication. L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 1 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - articles 16.2 et 16.3 ; ◦ en faisant procéder au contrôle annuel obligatoire de tous les extincteurs et RIA du site ; ◦ en vérifiant que chaque emplacement d'extincteurs/RIA est indiqué par un panneau signalétique.
<p>Constats : L'exploitant a transmis deux documents relatifs au contrôle annuel des extincteurs et RIA du site de Longueil-Ste-Marie.</p> <p>1 / Compte-rendu de vérification périodique Q4 daté du 01 décembre 2021 et signé par CHUBB France</p> <p>L'installation présente les points de non-conformité détaillés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 extincteurs présentent une maintenance additionnelle approfondie qui n'a pas été réalisée selon la norme NF S61-919 ; - 2 extincteurs sont inutilisables (corrosion ou cuve abîmée ou sérigraphie illisible) et n'ont pas été remplacés. <p>2 / Rapport d'intervention CHUBB SICLI n°15383653 du 26 janvier 2022</p> <p>La société CHUBB SICLI est intervenue sur le site le 26 janvier 2022 pour poser et mettre en service un extincteur sur roue et quatre portables.</p> <p>La synthèse d'intervention atteste que tous les appareils ont été vérifiés et qu'aucun ne présente de défaut.</p> <p>La sérigraphie illisible a été refaite.</p> <p>La visite sur le terrain réalisée le jour de l'inspection a permis de vérifier que tous les extincteurs sont présents et signalés à chaque positionnement requis sur le site.</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

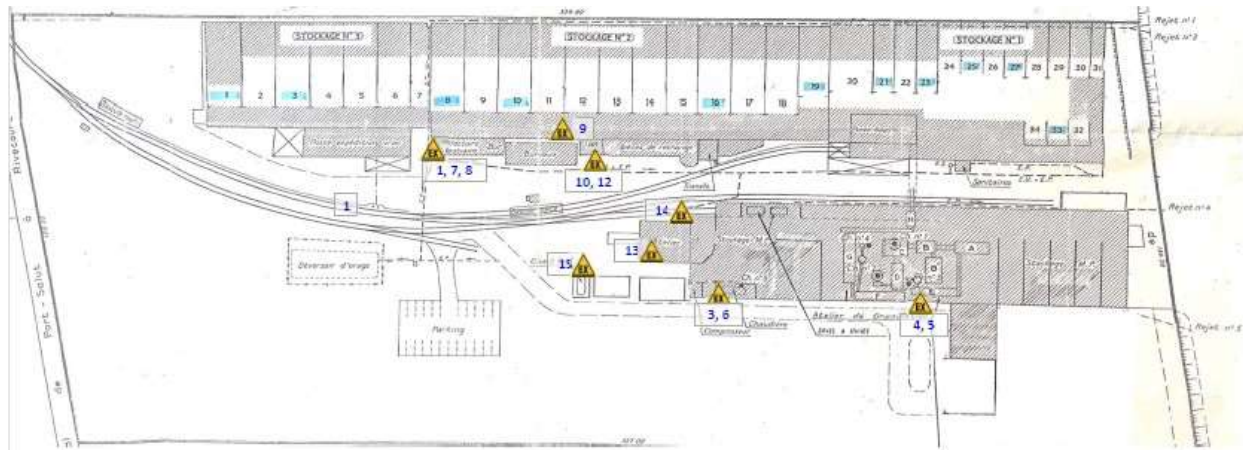
N° 9 : Conformité installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article 9 et arrêté ministériel du 26/11/2012 - article 16 ; ° en mettant en conformité les installations électriques du site, eu égard à la norme NF C15-100_Ed2002 ;
Constats : Un plan d'actions pour solder les 91 non-conformités mentionnées sur le dernier rapport de contrôle des installations électriques du site a été établi et est suivi très rigoureusement par un électricien (M. PAVARD) embauché en CDI en avril 2022 pour remettre en conformité les installations électriques du site de Longueil-Ste-Marie et assurer leur suivi. Ce dernier travaille sous la supervision du responsable Maintenance du site (M. TAVARES). Les travaux sont réalisés majoritairement le lundi matin car il n'y a pas de production entre 6h et 14h (cette matinée est dédiée à l'entretien). Les autres jours de la semaine, les interventions mineures sont réalisées. L'APAVE a été missionnée pour réaliser la levée des non-conformités électriques. Le contrôle a été réalisé les 3 et 5 octobre 2022 : cf. rapport APAVE de vérification - inspection de levée de réserve sur installations et équipements électriques n°22366135 du 05/210/2022. Les conclusions sont les suivantes : sur 91 NC relatives aux rapports de contrôle des non-conformités des installations électriques et du contrôle thermographique, - 85 NC ont été levées, - 5 NC sont en cours d'action, à échéance avant fin d'année 2022, - 1 NC est planifiée courant juillet 2023. Le plan d'actions est à 90% d'avancement. Aucune des actions restant à faire ne représente une non-conformité électrique. Il ne s'agit plus que d'observations. L'exploitant respecte les dispositions édictées à l'alinéa 1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conformité installations électriques dans zones ATEX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article 9 et arrêté ministériel du 26/11/2012 - article 16 ; ◦ en justifiant que les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques présentes dans les parties de l'installation recensées « atmosphères explosives » sont conformes aux dispositions du décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur.
Constats : Toutes les installations électriques situées dans les zones ATEX ont été mises en conformité (cf. rapport APAVE de vérification - inspection de levée de réserve sur installations et équipements électriques n°22366135 du 05/10/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article 9 et arrêté ministériel du 26/11/2012 - article 16 ; ◦ en transmettant un DRPCE réglementaire, comprenant pour le site de Longueil-Ste-Marie dans sa configuration 2022 : <ol style="list-style-type: none"> 1. un rapport d'étude des zones / analyse des risques ; 2. un plan des zones finalement validées ; 3. les procédures d'exploitation et moyens techniques de réduction des zones mis en œuvre (contrôle des températures, des aspirations, des risques de fuite, des canalisations, etc.) ; 4. les procédures de respect des préconisations des fournisseurs de produits inflammables ; 5. les procédures d'exploitation en vue de la réduction des risques d'ignition et les procédures de formation et de qualification du personnel exerçant en zones ; 6. les descriptifs des moyens techniques adaptés (matériels ATEX du type spécifique pour la zone considérée) ; 6 bis. les moyens, procédures d'entretien et de maintenance des équipements de travail et matériels ATEX ; 6 ter. les rapports d'expertise et de contrôle du matériel en zone ATEX (y compris des installations électriques) ; 7. les procédures pour que tout aménagement ou modification éventuels des ateliers, achat de nouveaux matériels prennent en compte les préoccupations de sécurité ATEX initialement prévue pour ces zones ; 8. les procédure de contrôle des travaux en zone ATEX (autorisations écrites) ; 9. les procédures de plan de prévention en cas d'intervention d'entreprise extérieure ; 10. la procédure de mise à jour du dossier DRPCE.
<p>Constats :</p> <p>L'avancement du plan d'actions relatif à la levée des non-conformités ATEX est de 67%, le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant rencontre un ralentissement dans l'avancement du plan d'action visant à limiter voir à supprimer les zones ATEX, qui est lié à des solutions technico-économiques qui ne sont pas en adéquation avec le niveau d'activité du moment. Cependant l'exploitant le poursuit, et va en tenir compte dans les projets d'amélioration.</p> <p>Le zonage ATEX a donc été réalisé dans les conditions actuelles. De même que le plan de zonage.</p>



L'exploitant a rédigé une procédure d'intervention en zone ATEX, qui intègre notamment une partie sur les moyens de prévention avant intervention.
 Dans un second temps il va former le personnel concerné (notamment le personnel de maintenance) et va intégrer cette formation à l'accueil des nouveaux salariés.

Le plan de prévention cadre les interventions des entreprises extérieures.



Et lorsque des interventions concernent une zone ATEX, la procédure adéquate est remise à l'entreprise et sert de base de discussion pour établir les modalités d'intervention et les mesures de prévention à mettre en œuvre.

Le DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions) initial a été réalisé par l'APAVE le 20/07/2018.

Ce dossier a été complété en septembre 2022 avec les procédures demandées et les plans suivants :

- plan de zonage du 30/09/2022,
- listing zones ATEX du 30/09/2022,
- modèle de plan de prévention, version 3 du 08/09/2022.

Pour simplifier la planification des mises à jour, la mise à jour du document sera annexé à la mise à jour du DUER (Document Unique d'Evaluation des Risques). Les dates de mises à jour seront suivies dans le tableau de suivi des contrôles périodiques de l'usine. Ainsi au moins une fois par an, les documents seront revus et actualisés.

En cas de projet ou de modification substantielle des installations, l'exploitant analysera les contraintes, et si besoin sous-traitera la compétence à un organisme spécialisé.

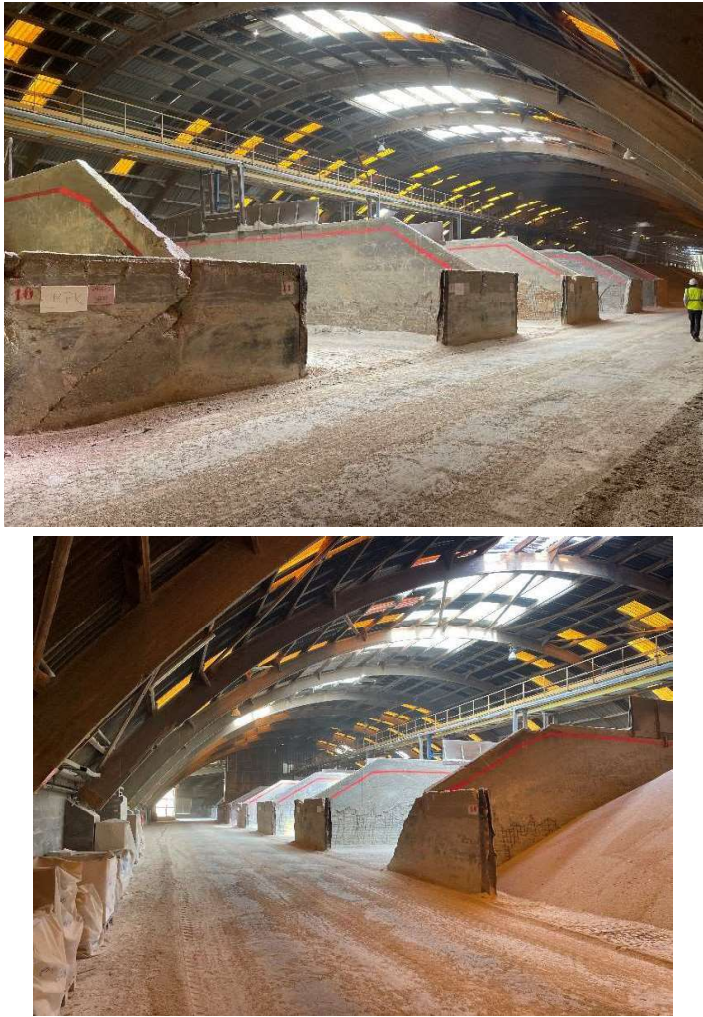
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Réfection cases stockage engrais : murs et sols

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article : 23.3 ; ◦ en procédant à la réfection des cases de stockage des engrais stockés en vrac : murs du fond, parois latérales, sols.
Constats : Le site dispose de 34 cas de stockage réparties sur trois bâtiments : Robert I, Robert II et Robert III. En juin 2022, par soucis de sécurité certains murs de retour fissurés et pouvant présenter un danger ont été tombés et évacués ; d'autres ne présentant pas de danger immédiat mais dans un état de détérioration avancé ont été éliminés pendant l'arrêt technique de juillet. La réfection des murs du fond, des parois latérales et des sols représentant un chantier des grandes ampleurs (en temps et en moyen financier), l'exploitant a fait intervenir un expert en construction le 07/06/2022 qui a certifié la solidité des constructions malgré l'état de dégradation en surface sur les murs. Le chiffrage concernant la réfection des murs des cases de stockage fait apparaître un montant supérieur à 350K€ HT (cf. devis réfection cases_RIVOLTA_24.06.22). Les travaux vont devoir être échelonnés dans le temps, selon un rétroplanning. L'exploitant va également chiffrer la réfection de certains murs de petites alvéoles dans l'idée de réaliser les petits travaux en interne, en faisant appel si besoin à une main d'œuvre spécialisée. Il a priorisé les travaux, et affinera le planning en fonction des prochains chiffrages.
Non-conformité : les travaux de mise en conformité concernant les cases de stockage des engrais n'ont pas été réalisés comme imposé par l'arrêté de mise en demeure du 15 avril 2022.
Observations : Pour le moment l'exploitant a remis en conformité la case n°2 dédiée au stockage des ammonitrates, engrais qui présentaient le risque le plus important dans les conditions de stockage observées en avril 2022. La case n°7 qui va servir de réception va être refaite en novembre 2022 et les premiers travaux sur les cases n°25, 26 et 27 sont planifiés en décembre. Compte-tenu du nombre de cases à refaire (plus d'une trentaine), de la nature des travaux à réaliser : réfection des sols, des parois latérales, des murs du fond, de la toiture et des éclairages, et de leur montant (plus de 350 000 € HT), l'exploitant est en train de se pencher sur le sujet pour déterminer les cases à prioriser en fonction de l'orientation qui va être donnée à l'activité du site. Un premier retro-planning de chantier, qui s'étale dans le temps de façon à répartir la charge budgétaire, a été présenté.
Type de suites proposées : astreinte administrative avec sursis
Proposition de suites : AP astreinte

N° 13 : Réfection des cases de stockage : repère visuel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article : 23.3 ; ° en mettant en place un repère visuel sur les parois des cases de stockage des engrais afin de délimiter la hauteur maximale de stockage des engrais.
Constats : Toutes les cases de fabrication (cases de stockage des engrais) ont été marquées. Le marquage des cases de Robert 3 sera terminé à la fin du mois d'octobre 2022. Les petites cases en bois de Robert 1 seront marquées au fur et à mesure à l'issue des travaux de réfection des murs.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan de circulation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 3 alinéa 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque routier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL ci-dessous dénommée exploitant, sise 17 rue du Bois d'Ageux, sur la commune de Longueil Sainte Marie, et qui exploite une usine de fabrication d'engrais, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dont le délai de 2 mois vaut à compter de la notification du présent arrêté : - arrêté préfectoral du 29/09/1987 - article : 10 ; ◦ en établissant un plan de circulation : la signalisation sera celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.
Constats : Le plan de circulation a été réalisé par la société Marqu'Osol courant septembre 2022. Le marquage a été fait en résine (cf. facture MARQU'OSOL n°2022094 du 16/09/2022).

Une pose de panneaux de signalisation visant à identifier les différentes zones de stockage, de chargement/déchargement, des volumes max de matières présentant un risque incendie (carburant, huile...) est en cours (cf. devis SODEMA Picardie n°DE051757 du 11/10/2022 d'un montant de 1 039,57 € HT). L'exploitant va aménager une aire de stationnement à disposition des PL courant novembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais 4702-III
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au titre de l'urgence visée à l'article L.171-8-I du code de l'environnement, tant que toutes les prescriptions édictées ci-dessus ne sont pas respectées, tout stockage d'engrais de catégorie 4702-III est interdit sur le site de Longueil-Ste-Marie. Les tas qui y sont stockés sont évacués vers un autre site de stockage dûment autorisé à les recevoir.</p>
<p>Constats : Compte-tenu de la conjoncture actuelle sur le marché mondial des engrais rendant la vente de produits extrêmement difficile et compte-tenu du fait que le groupe ne dispose pas d'autres sites autorisés à recevoir des engrais relevant de la rubrique 4702-III, l'exploitant a sollicité de la part de l'Inspection la possibilité de déclasser les engrais de cette classe au lieu de les évacuer du site.</p> <p>Cette proposition a été acceptée, sous réserve du respect d'un protocole de déclassement strict, convenu entre l'exploitant et l'Inspection.</p> <p>Lundi 2 mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrivée de 390 tonnes de dolomie sur le site pour inerte l'AMMO OS. - Balayage de la case n°5 qui est vide et qui servira de lieu pour faire le mélange du contenu de la case n°6 (AMMO OS) avec la dolomie. - Balayage de la case n°14 qui est vide et qui servira de lieu pour faire le mélange du contenu de la case n°2 (CAN 27) avec de la magnésie (déjà présente sur site). <p>Vendredi 6 mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - début de l'inertage de l'AMMO OS : 250 tonnes inertées. <p>Mardi 10 mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fin de l'inertage de l'AMMO OS en case n°5 - Début de la dilution du CAN 27 avec la magnésie en case 14 pour en faire un produit déclassé. <p>Mode opératoire du procédé de neutralisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation d'un godet peseur afin de vérifier en permanence les ratios déterminés pour déclasser les deux engrais : * pour l'AMMO OS : 50 % AMMO OS + 50 % dolomie * pour le CAN 27 : 35 % de CAN 27 + 65 % de magnésie - prises d'échantillon toutes les trente minutes. <p>Titration en azote après neutralisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CAN 27 : avant : 27 %, après : 9,6 % ; - AMMO OS : avant ; entre 20 et 24 %, après : 8,8 %. <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtention de deux formulations non classées : * du 10-0-0 qui a été vendu et expédié ; * un engrais azoté avec magnésie qui a été repassé en fabrication en qualité de matière de charge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 20/04/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Astreinte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, située Bois d'Ageux sur la commune de Longueil-Sainte-Marie (60126) est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 33 euros (trente-trois euros) jusqu'à satisfaction entière de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 susvisé et des mesures d'urgence imposées par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2020.</p> <p>Cette astreinte prend effet dès la date de la notification de cet arrêté.</p> <p>L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection du 03/11/2020 avait permis de constater que l'exploitant avait respecté la totalité des mesures d'urgence imposées par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2020 (cf. rapport IC-R/0298/20-NEC du 16/11/2020).</p> <p>L'astreinte ne peut être totalement liquidée car l'exploitant doit encore fournir la preuve du respect des dispositions de l'article 1 - alinéa 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/11/2019 en transmettant un second rapport de contrôle des rejets atmosphériques du site avec des émissions conformes.</p> <p>Les prochaines mesures des rejets atmosphériques sont d'ores-et-déjà prévues le 15 novembre 2022.</p> <p>Compte tenu des travaux réalisés depuis l'arrêté d'astreinte et du fait qu'il ne reste plus que le deuxième contrôle des rejets atmosphériques du site à réaliser, l'Inspection propose de baisser le montant journalier à 10 euros.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet